



Rapport Semestriel 2020
Groupe Devernois

SOMMAIRE

A/ ATTESTATION DE RESPONSABILITE	2
B/ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	3
C/ BILAN CONSOLIDE DU GROUPE.....	12
D/ COMPTE DE RESULTAT DU GROUPE.....	14
E/ TABLEAU DE FINANCEMENT DU GROUPE.....	15
F/ TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	16
G/ NOTES ANNEXES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	16

A/ Attestation De Responsabilité

J'atteste en ma qualité de Président du Directoire que, à ma connaissance, les comptes semestriels condensés au 30 juin 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. J'atteste de même par la présente que le rapport d'activité du 1^{er} semestre 2020 représente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes liés aux 6 prochains mois d'exercice.

Le Coteau, le 06 août 2019

Thierry Brun

Président du Directoire

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line with a large, stylized loop at the top and a smaller loop at the bottom.

B/ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Etabli par le Directoire sur les comptes semestriels arrêtés au 30 Juin 2020

Normes et règles de présentation

Les comptes consolidés du Groupe au titre de la situation close le 30 juin 2020 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 30 juin 2020. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») les interprétations émanant de l'IFRS Interpretation Committee (« IFRS IC »), ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Elles sont disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Le Groupe a appliqué les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS16 contrats de locations : Contrats de location. Cette norme remplace IAS 17 - Contrats de location, ainsi que toutes les interprétations qui s'y rattachent. La norme IFRS 16 s'applique à l'ensemble des contrats de location conclus par le Groupe. Son application est décrite de manière détaillée plus bas ;
- Les Améliorations annuelles des IFRS 2015-2017
- L'amendement IAS 19 « Avantages du personnel » portant sur les modifications, réductions ou liquidations de régime
- L'amendement IAS 28 « investissement à long terme »
- L'amendement IFRS 9 « options de prépaiements avec compensation négative »
- IFRIC 23 Positions fiscales incertaines

Hors IFRS 16, les dernières publications citées n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe. La première application d'IFRIC 23 n'a notamment pas conduit le Groupe à constater de nouveaux risques fiscaux à provisionner.

ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU SEMESTRE :

Un impact majeur de la crise sanitaire dite du Covid-19 sur le chiffre d'affaires pénalisant le retour à la profitabilité du groupe.

Par Réseau, en K €	1 er semestre 2020		1 er semestre 2019		Variation
Sous Total Gros	1 171	16,13%	1 237	10,87%	-5,4%
Sous Total Distribution	6 090	83,87%	10 149	89,13%	-40,0%
Chiffre d'affaires consolidé en application IFRS5	7 261	100,00%	11 386	100,00%	-36,2%
Sous total activités abandonnées ou cédées	122		1 777		-93,1%
Total chiffre d'affaires hors impact IFRS5	7 383		13 163		-43,9%

Le chiffre d'affaires se contracte de 43,9 % par rapport à juin 2019 avec 3 effets majeurs :

- La crise sanitaire du Covid-19 qui a entraîné une fermeture de l'intégralité de nos points de ventes du 15 Mars au 11 Mai, puis, une reprise de l'activité très progressive à compter du 12 Mai. Cette fermeture a impacté directement le chiffre d'affaires de distribution mais, aussi, pénalisé le chiffre d'affaires des magasins multimarques et, par effet cascade, le chiffre d'affaires de l'activité de gros.
- La mise en place du plan de transformation du groupe via la fermeture des points de ventes non rentables. Ces fermetures ont un impact sur le chiffre d'affaires de l'activité distribution de -11%.
- Le décalage des opérations d'ouvertures de magasins prévues dans notre business plan pour le premier semestre et qui ont été réalisées sur Juillet 2020.

Pour notre activité de vente en gros, la rationalisation du parc client tel que définie dans le plan de transformation de l'entreprise, recentré sur des clients profitables pour le groupe a été mise en place sur 2019. La contraction du chiffre d'affaires de - 5,4 % est due pour -10 % aux effets de la crise sanitaire. Nous avons été contraint de réaliser des promotions complémentaires sur les derniers thèmes de collection été 2020 livrables post réouverture des magasins.

Le chiffre d'affaires de l'activité vente en gros bénéficie de 58K€ de vente de masques soit + 5 %.

Pour notre activité distribution, le plan de transformation mis en place depuis fin 2018 a entraîné la fermeture de 32 points de ventes ou corners sur 2019 et s'est poursuivi par la fermeture de 3 points de ventes sur le premier semestre 2020 (Galerie Lafayette Annecy, Paris rue Tronchet et Mulhouse). Ces fermetures ont un impact de -1,3M€ sur le chiffre d'affaires de l'activité.

Le reste de la perte de chiffre d'affaires par rapport à 2019 (-36,2% à parc comparable) est entièrement dû à la crise sanitaire. En effet, la performance commerciale de la collection été 2020, notamment en France, nous permettait d'être au-dessus des performances du marché de plus de 7% au cumul à fin février. Les très bonnes performances de notre site internet (+38% sur le semestre avec des chiffres d'affaires doublés sur avril et mai) n'ont pas pu compenser les pertes liées à la fermeture administrative des points de ventes.

En application de la norme IFRS5 les magasins cédés ou dont l'activité ne sera pas maintenue sur l'année 2020 sont sortis des chiffres d'affaires consolidés et leurs résultats nets isolés dans le compte de résultat.

À fin juin 2020, le réseau intégré représentait 73 succursales en Europe, 1 site internet et 7 affiliés.

II ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDÉS

1. RESULTAT :

Données consolidées (1) en K€	30-juin-20		30-juin-19		31-déc.-19		Variation en % 1 sem 2020 / 1 sem 2019
	En K€	En ratio	En K€	En ratio	En K€	En ratio	
Chiffre d'affaires	7 261		11 386		21 374		-36,2%
Achats consommés	-1 683	-23,18%	-2 774	-24,36%	-5 014	-23,46%	-39,3%
Marge brute	5 578	76,82%	8 612	75,64%	16 360	76,54%	-35,2%
Charges opérationnelles	-7 668	-105,61%	-9 925	-87,17%	-19 642	-91,90%	-22,7%
Résultat opérationnel	-2 091	-28,80%	-1 313	-11,53%	-3 282	-15,36%	-69,2%
Coût de l'endettement financier net	-226	-3,11%	-180	-1,58%	-316	-1,47%	25,7%
Autres produits et charges financiers	-3	-0,04%	18	0,16%	38	0,18%	-114,5%
Charges d'impôt	524	7,22%	140	1,23%	383	1,79%	274,2%
Résultat des activités non maintenues	-150	-2,07%	-645	-5,67%	-2 365	-11,06%	-76,7%
Résultat net	-1 946	-26,79%	-1 979	-17,38%	-5 641	-25,92%	1,7%

La part des achats consommés est en baisse de plus de 1 % par rapport au premier semestre 2019. Cela provient d'une meilleure gestion des opérations promotionnelles

Au niveau des charges opérationnelles, les charges de personnel du groupe sont en diminution à 3 086K€ pour 3 934K€ en 2019 suite à des fermetures de boutiques dans le réseau de distribution et à une optimisation des heures travaillées. Leur ratio progresse du fait de la perte de chiffres d'affaires liée à la crise sanitaire et partiellement compensée par la mise en chômage partiel des équipes sièges et magasins.

Les autres charges régressent de 1 167K€ en passant de 5 868K€ à fin juin 2019 à 4 701K€ à fin juin 2020. Cette diminution provient essentiellement des réductions, notamment de loyers, liées à la fermeture des magasins non rentables. Cependant cette régression ne permet pas d'améliorer le ratio des charges opérationnels du fait de la réduction massive du chiffre d'affaires liée à la crise sanitaire.

Le résultat opérationnel courant se dégrade et passe de -1 189€ au 30 juin 2019 à - 2 210K€ au 30/06/2020.

Le résultat financier représente -3K€ au 30 juin 2020 contre + 18 K€ au 30 juin 2019. Le résultat financier provient des intérêts des emprunts et de gains et pertes de change chez Devernois SA.

Le résultat net après impôt s'améliore légèrement, passant de -1 979K€ au 30 juin 2019 à - 1 945K€ au 30 juin 2020. Les effets du plan de retournement que l'entreprise a massivement mis en place sur le deuxième semestre 2019 se font sentir car, malgré la perte de près de 2,9M€ de chiffre d'affaires hors taxes liée à la crise sanitaire, nous arrivons à améliorer le résultat net du groupe. Hors impact de cette crise nous aurions dû retrouver un EBitDA positif sur le premier semestre 2020.

III. BILAN

III.1. BILAN

III.1.1 Actif non courants

Le total des actifs non courants passe en valeur nette de 28 502K€ au 31/12/2019 à 26 736 K€ au 30/06/2020.

Les immobilisations corporelles et incorporelles représentent en valeur nette 25 203K€ au 30/06/2020 contre 26 686K€ au 31/12/2019. La variation de - 1 483K€ provient, essentiellement, de la réduction des valeurs de fonds de commerces suite aux fermetures de Paris Tronchet et Mulhouse.

Les valeurs des fonds de commerce inscrits au bilan restent celles de l'évaluation pratiquée pour la clôture du 31 décembre 2019. En effet, comme chaque année et par mesure pratique, le groupe fait établir une évaluation annuelle de ses fonds par un cabinet indépendant au deuxième semestre de chaque exercice, cette valeur considérée comme valeur vénale est alors utilisée pour les tests de dépréciation.

Les immobilisations financières sont en légère baisse par rapport au 31/12/2019 et représentent une valeur de 711 K€ au 30/06/2020

III.1.2. Actifs courants

III.1.2.a Stocks

Les stocks nets continuent à progresser en passant de 5 228K€ au 31/12/2019 à 5 478K€ au 30/06/2020. Cette progression est due à l'absence de ventes de la collection été 2020 pendant la période de fermeture administrative des points de

ventes. Nous avons intégralement repensé notre mise en marché des collections hivers 2020 et été 2021 pour tenir compte de cette évolution de nos stocks et limiter les impacts de gestion à long terme.

II.1.1.a Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés en valeur progressent légèrement en passant de 604 K€ au 31/12/2019 à 640K€ au 30/06/2020. Cette hausse provient du report des encaissements d'un certain nombre de nos clients multimarques suite à la crise sanitaire.

II.1.1.a Trésorerie

La trésorerie nette à la fin du premier semestre 2020 s'élève à 2 041K€ contre 1 492K€ au 31/12/19. Cette évolution provient de la souscription d'un PGE pour 2,8M€ et d'un apport de l'actionnaire majoritaire pour 0,6M€. Cette évolution est, également, liée à l'évolution du poste Emprunts et dettes financières à long terme qui passe de 1 463K€ au 31/12/2019 à 4 732K€ au 30/06/2020 et au poste Emprunt à court terme qui passe de 2 462K€ au 31/12/2019 à 432K€ au 30/06/2020

Dans sa globalité, le poste trésorerie et endettement évolue de plus de 1M€ entre juin 2020 et décembre 2019.

En K€	30/06/2020	31/12/2019	Variation
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 041	1 492	549
Emprunts & dettes financières diverses à long terme	4 732	1 463	-3 269
Emprunts à court terme	432	2 462	2 030
Compte courant d'associés	665	300	-365
Total			-1 055

III.2 Passifs

III.2.1 Capitaux propres

Le montant des capitaux propres diminue de – 1 861K€ en passant de 16 693K€ au 31 décembre 2019 à 14 832K€ au 30 juin 2020. Cette diminution est entièrement liée aux résultats du premier semestre 2020.

III.2.2 Emprunts et dettes financières à plus d'un an

Les emprunts et dettes financières du groupe augmentent de 3 269K€. D'une part, le groupe a souscrit un PGE de 2,8M€ et, d'autres parts, la maturité des prêts restants (1,135M€) a été prolongée d'un an dans le cadre de l'accord bancaire homologué par le tribunal de commerce de Roanne le 17 Juin 2020.

III.2.3 Passifs courants

III.2.3.a Fournisseurs

Le poste fournisseur diminue légèrement et passe d'une valeur nette de 2 270K€ au 31/12/19 à 2 163K€ au 30/06/2020.

III.2.3.b Emprunts et dettes financières à moins d'un an et comptes bancaires créditeurs

Les emprunts et dettes financières à moins d'un an et comptes bancaires créditeurs du groupe sont en très forte baisse et passent d'un montant de 2 462K€ au 31/12/2019 à 432K€ au 30/06/2020. Il est important de noter que, du fait de la crise sanitaire, un certain nombre de réception de marchandise ont été décalées ce qui impact la situation des décaissements au 30/06/2020.

III.2.3.c Dettes fiscales et sociales et autres dettes

Les dettes fiscales et sociales et autres dettes du groupe, passent de 2 410 K€ à fin décembre 2019 à 2 742K€ à fin juin 2020. Cette augmentation provient du décalage de paiement d'un certain nombre de charges sociales pendant la crise sanitaire qui seront réglés sur le deuxième semestre (410K€).

III.2.3.d Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges hors impôts différés passent de 1 750K€ au 31/12/19 à 1 857K€ au 30/06/2020. La baisse est principalement due à une augmentation de la provision pour retour.

IV. ANALYSE DES RISQUES

VII.1 Risque de Crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients.

Le Groupe dispose d'une assurance-crédit souscrite auprès de la société EULER HERMES afin de s'assurer contre le risque de crédit auprès des clients hors France (60% du chiffre d'affaires de Gros). La quotité assurée est de 70% pour les clients non-dénommés et de 90% pour les clients dénommés.

VII.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. La direction financière a pour mission d'assurer le financement et la liquidité du Groupe au meilleur coût. Le financement du groupe est assuré par le recours au marché des capitaux via des ressources bancaires (emprunts et lignes de crédit, etc...). Des budgets de trésorerie sont définis par la direction et présentés périodiquement au comité de direction et au conseil de surveillance. Le Groupe bénéficie, auprès de ses partenaires financiers, de découverts autorisés et lignes de crédit s'élevant à 2 600 K€ au 30/06/2020 qui sont renouvelés jusqu'au 31 mars 2021.

VII.3 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêts affectent le résultat de Groupe. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

- Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières du Groupe sont contractées uniquement à taux fixe éliminant ainsi tout risque de taux d'intérêt.

- Risque de change

Au titre de ses filiales, le Groupe est soumis au risque de conversion des états financiers en euro uniquement pour sa filiale Devernois Suisse, société de droit français disposant d'établissements en Suisse.

Du fait de l'origine étrangère d'une part de ses approvisionnements, le Groupe est exposé dans ses activités aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies, principalement le Dollar américain. Le groupe s'attache à couvrir ce risque par des opérations de couverture de change. Dans cet objectif, il est assisté par ses principaux organismes financiers qui le conseillent dans sa gestion et son suivi de la couverture de sa position de change.

Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples (achat à terme). Au 30/06/2020, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 144 K\$.

- Risques liées aux actions

Le groupe n'est pas exposé au risque de prix sur les actions puisqu'il ne détient aucune action auto détenue.

VII.4 Risque fournisseurs et prix

Les relations avec nos fournisseurs et sous-traitants sont encadrées par des contrats de partenariat et de sous-traitance. Le Groupe se prémunit contre les risques juridiques liés à ces contrats avec l'appui d'un cabinet juridique

extérieur. Ainsi toute rupture abusive d'un contrat par un fournisseur peut faire l'objet d'un contentieux dans la mesure où des conséquences significatives en résulteraient. De plus, le Groupe gère un panel de fournisseurs nécessaire et suffisant en France et à l'export pour éviter tout goulet d'étranglement qui surviendrait suite à la rupture de relations avec un ou des fournisseurs.

VII.5 Assurances

Le groupe a souscrit auprès de compagnies d'assurances des contrats d'assurances visant à protéger ses biens d'exploitation. Ainsi, les bâtiments industriels, commerciaux ou logistiques, les fonds de commerce et leur contenu (essentiellement machines à tricoter, matériels, mobiliers de bureaux, agencements boutiques et stocks) bénéficient de couvertures contre les principaux risques. Par ailleurs, une garantie « perte d'exploitation » couvre les conséquences financières d'une interruption de l'exploitation consécutive à la survenance de tels dommages. Cette garantie couvre la marge brute des sociétés du Groupe sur une période d'indemnisation de 12 mois.

Le groupe bénéficie à ce titre d'une limite contractuelle d'indemnité par sinistre type « incendie » de 32 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation) pour sa partie production, administration, logistique et commercial de Gros et de 15 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation + perte de la valeur vénale des Fonds de Commerce) pour sa partie Réseau de Boutiques.

Enfin, le Groupe satisfait aux obligations d'assurance de responsabilité civile liée à la production et à la commercialisation de ses produits. Le montant maximal des garanties souscrites à ce titre s'élève respectivement à 10 millions (responsabilité civile « avant livraison ») par sinistre et 3 millions (responsabilité civile « après livraison ») par sinistre et par année d'assurance. Le groupe n'était, par contre, pas couvert pour les risques pandémiques.

VII.6 Autres risques

- Risques liés à la concurrence : Le Groupe suit régulièrement les informations du marché issues de sa force de vente, de son réseau interne, des organismes nationaux du secteur pour analyser les évolutions du marché ou des concurrents.

- Risques liés aux salariés clés : Le Groupe est attentif à l'évolution de son turnover dans les postes clés de l'entreprise. Il essaie de faire au mieux pour développer les domaines de compétence de ses salariés et faciliter ainsi la polyvalence de ces hommes clés.

- Risques liés à la taille de la société : Le Groupe n'a pas connu d'évolution significative depuis plusieurs années qui puisse accentuer ou réduire les risques liés à sa taille. D'un point de vue juridique et légal, le Groupe est assisté de partenaires extérieurs, experts dans leur domaine de compétence, qui lui permettent de se tenir au fait des évolutions dans ces domaines.

V. PERSPECTIVES DU 2^{ème} SEMESTRE 2020

Nous estimons que le chiffre d'affaires annuel du groupe, au vue des hypothèses prises en ce qui concerne la sortie de crise sanitaire devrait être en régression de 20 % à 25 % versus le chiffre d'affaires à fin décembre 2019. Cette estimation ne prend pas en compte un confinement important décidé par un ou des pays dans lesquels le groupe est présent sur le deuxième semestre.

Le groupe va ouvrir deux points de vente en succursales sur le deuxième semestre. Un magasin sur Cannes et le transfert de la boutique de Vichy qui va passer du statut d'affilié à celui de magasin intégré.

Parallèlement, nous aurons à suivre les effets des actions mises en place pour écouler les sur-stocks issus de la collection été 2020.

VI. PRINCIPES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les parties liées sont HSTB, SCI DAX IMMO, SCI FOX IMMO, SCI MUL IMMO SCI DISPRO, SPRL OST Immo. et les dirigeants de la société DEVERNOIS.

En dehors des rémunérations des dirigeants mentionnés en note 26 il n'y a pas d'autres relations entre les parties liées.

Dans le cadre du protocole bancaire homologué le 17 juin 2020 HSTB s'est engagée à ne facturer aucuns honoraires de gestion jusqu'au 31 mars 2022.

C/ Bilan consolidé du groupe DEVERNOIS en K€

ACTIF	Note	30/06/2020	31/12/2019
ACTIFS NON-COURANTS			
Goodwill			
Autres Immobilisations Incorporelles		14 469	14 208
Immobilisations Corporelles		10 734	12 478
Immeubles de placement		0	0
Participations entreprises associées		0	0
Actifs financiers disponibles à la vente		0	0
Autres actifs financiers		711	807
Autres actifs non courants		0	0
Actifs d'impôts non courants		822	1 008
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		26 736	28 502
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en- cours		5 478	5 228
Clients et comptes rattachés		640	604
Autres actifs courants		1 356	1 509
Actifs d'impôts courants		0	0
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat		0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie		2 041	1 492
Actifs destinés à être cédés		130	1 189
Liaisons		0	0
Titres			
Liaisons		0	0
Bilan			
Liaison entité de gestion		0	0
Contrepartie intragroupe		0	0
TOTAL ACTIFS COURANTS		9 645	10 022
TOTAL ACTIF		36 381	38 524

PASSIF	Note	30/06/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		2 300	2 300
Réserves		14 477	19 935
Titres en autocontrôle			
Résultat de l'exercice		(1 945)	(5 541)
Intérêts minoritaires		(0)	(0)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		14 832	16 693
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts & dettes financières diverses à long terme		4 732	1 463
Passifs d'impôts non courants		523	1 234
Provisions à long terme		1 857	1 750
Autres passifs non courants		0	0
TOTAL PASSIF NON COURANT		7 112	4 447
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés		2 163	2 270
Emprunts à court terme		432	2 462
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme		9 100	10 243
Passifs d'impôts courants			
Provisions à court terme			
Autres passifs courants		2 742	2 410
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés			
TOTAL PASSIF COURANT		14 438	17 384
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		36 381	38 524

D/ Compte de résultat consolidé du groupe DEVERNOIS en K€

Rubriques	Note	30/06/2020	30/06/2019
Chiffre d'affaires		7 261	11 386
Autres produits de l'activité			
Achats consommés		(1 738)	(3 030)
Charges de personnel		(3 086)	(3 934)
Charges externes		(2 289)	(3 312)
Impôts et taxes		(242)	(228)
Dotations aux amortissements		(1 915)	(2 583)
Dotations aux provisions		(236)	291
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		54	256
Autres produits et charges d'exploitation		(18)	(36)
Résultat opérationnel courant		(2 210)	(1 189)
Autres produits et charges opérationnels		119	(124)
Résultat opérationnel		(2 091)	(1 313)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence dans la continuité des activités			
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des MEE dans la continuité des activités		(2 091)	(1 313)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut		(226)	(180)
Coût de l'endettement financier net		(226)	(180)
Autres produits et charges financiers		(3)	18
Charges d'impôt		524	140
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence			
Résultat net d'impôt des activités maintenues		(1 795)	(1 334)
Résultat des activités non maintenues		(150)	(645)
Charge d'impôt relative aux activités non maintenues			
Resultat net des activités non maintenues		(150)	(645)
Liaisons Résultat			
Résultat net		(1 945)	(1 979)
Part du groupe		(1 945)	(1 979)
Intérêts minoritaires		(0)	(0)

E/ Tableau de Financement du groupe en K€

RUBRIQUES	Note	30/06/2020	31/12/2019
Résultat des activités poursuivies		-1 795	-3 176
+/- Résultat des activités non maintenues		-150	-2 365
Résultat net consolidé (I)		-1 945	-5 541
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (2)		-2 082	2 080
+/- Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés			
+/- Autres produits et charges calculés			
+/- Plus et moins-values de cession		2 429	468
+/- Profits et pertes de dilution			
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
- Dividendes (titres non consolidés)			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		-1 598	-2 993
+ Coût de l'endettement financier net		30	76
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)		-519	-357
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)		-2 087	-3 274
- Impôts versé		-1	-2
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (3)		55	-2 306
+/- Autres flux générés par l'activité			
+/- Flux de trésorerie d'exploitation utilisés par les activités abandonnées		96	992
+/- Flux de trésorerie d'exploitation générés par les retraitements IFRS 16		1 571	3 141
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)		-366	-1 449
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-149	-1 391
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 287	5 009
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)			
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)			
+/- Incidence des variations de périmètre			
+ Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
+/- Variation des prêts et avances consentis		97	412
+ Subventions d'investissement reçues			
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement			
+/- Flux de trésorerie d'investissement utilisés par les activités abandonnées			44
+/- Flux de trésorerie d'investissement générés par les retraitements IFRS 16		-222	-13 078
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		1 013	-9 004
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		3 300	408
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)			-2
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)		-30	-76
+/- Autres flux liés aux opérations de financement (IAS 19)		2	-44
+/- Flux de trésorerie de financement provenant des activités abandonnées			
+/- Flux de trésorerie de financement générés par les retraitements IFRS 16		-1 338	10 003
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)		1 933	10 289
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)		-2	6
Incidence du passage en IFRS 5			
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D E + F + G)		2 578	-158
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)		-970	-812
TRESORERIE DE CLOTURE (J)		1 608	-970
ECART : H (J-I)			

F/ Tableau de variation des capitaux propres

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	2 300	27 288	-7 537		22 051	
Correction des A nouveaux		-7 279	7 279			
Affectation en réserves		-258	258			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N-1			-5 541		-5 541	
Variations des écarts de conversion		7			7	
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		176			176	
Capitaux propres N-1	2 300	19 934	-5 541		16 693	
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		-5 541	5 541			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N			-1 945		-1 945	
Variations des écarts de conversion		1			1	
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		83			83	
Capitaux propres N	2 300	14 477	-1 945		14 832	

G/ Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 22. Principes comptables

Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 31 décembre 2019. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») les interprétations émanant de l'IFRS Interpretation Committee (« IFRS IC »), ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Elles sont disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Le Groupe a appliqué les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS16 contrats de location : Contrats de location. Cette norme remplace IAS 17 - Contrats de location, ainsi que toutes les interprétations qui s'y rattachent. La norme IFRS 16 s'applique à l'ensemble des contrats de location conclus par le Groupe. Son application est décrite de manière détaillée plus bas ;
- Les Améliorations annuelles des IFRS 2015-2017
- L'amendement IAS 19 « Avantages du personnel » portant sur les modifications, réductions ou liquidations de régime
- L'amendement IAS 28 « investissement à long terme »
- L'amendement IFRS 9 « options de prépaiements avec compensation négative »
- IFRIC 23 Positions fiscales incertaines

1.1. Consolidation

Les sociétés que DEVERNOIS SA contrôle sont intégrées globalement.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées ont tous été arrêtés au 30 juin 2020 et ont tous une durée de 6 mois.

1.2 Conversion des états financiers des filiales étrangères

La conversion des états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro est effectuée selon les principes suivants :

- Les comptes de bilan, à l'exception des capitaux propres, sont convertis en utilisant les cours officiels de change à la fin de l'exercice, appelés cours de clôture.
- Les éléments du compte de résultat sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.
- Les composantes des capitaux propres sont converties au cours historique.
- Les éléments du tableau de flux de trésorerie sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.

Les différences résultantes de la conversion des états financiers de ces filiales doivent être enregistrées en écart de conversion inclus dans les autres éléments du résultat global.

1.3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur les actifs et passifs figurant dans l'état de la situation financière et mentionnés dans les notes annexes ainsi que sur les charges et produits de l'état consolidé du résultat global. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture conformément à la norme IAS 10.

Les principales estimations au 30 juin 2020 portent sur :

- La valorisation des actifs incorporels,
- Les provisions courantes et non courantes : elles sont évaluées afin de tenir compte de la meilleure estimation des risques à la date de clôture,
- Les passifs sociaux : ils sont évalués selon des hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des engagements de retraite.

1.4 Chiffre d'affaires

La société Devernois assure l'activité, la fabrication (au niveau de son unité de fabrication et de son réseau de sous-traitants et de façonniers) et la commercialisation sous forme de ventes en gros d'articles de prêt-à-porter féminin, et accessoires de haut de gamme. Elle vend ses articles à 3 réseaux de distribution :

1.4.1 Ventes détaillants

La société Devernois vend une partie de ses articles à des détaillants, composés de :

- Un réseau 129 multimarques et de 12 franchisés en France et à l'étranger ; cette distribution de plus en plus sélective quant aux choix des emplacements et des partenaires s'inscrit dans une politique de représentation de la marque dans un environnement haut de gamme.
- Un réseau de grands magasins organisés au niveau national sous forme généralement de stands.

1.4.2 Ventes aux boutiques

La société Devernois vend aussi ses articles à ses filiales de distribution de vente au détail en France et à l'étranger, structurées autour de 73 points de vente en Europe et d'un site internet marchand. Cette distribution en propre devenue un axe prioritaire de développement s'appuie sur un réseau de points de vente sélectifs. Elle permet d'assurer une image cohérente de la marque dans son univers haut de gamme et assure, à l'appui des moyens mis en œuvre sur le plan du back-office logistique, des systèmes d'information et du merchandising une valorisation des produits de la collection dans ses différentes gammes.

Dans le cadre de la commercialisation de ses produits, le Groupe Devernois, et plus particulièrement ses filiales de distribution françaises et étrangères pratiquent des remises spéciales pour fidéliser ses clients. Ces remises peuvent prendre la forme de remises « anniversaires », « remises fidélités » ou remises « cadeaux clients ».

1.4.3 Ventes aux affiliés

Enfin, la société Devernois vend ses articles à un réseau d'affiliés en France et à l'étranger, constitués de 7 magasins ; ces clients sont issus, pour la moitié d'entre eux, du réseau franchisé et ont suivi la politique de passage au nouveau concept.

Conformément à la norme IFRS 15, le groupe a conclu qu'il n'y avait pas lieu de modifier le fait générateur de la reconnaissance du chiffre d'affaires : le transfert de contrôle des biens intervient au moment où ceux-ci sont mis à disposition des clients.

L'application de la nouvelle norme IFRS 15 n'a ainsi donné lieu à aucun ajustement significatif.

1.5 Immobilisations incorporelles :

1.5.1 Fonds de commerce et droits au bail

Valeur brute : Conformément à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", la valeur brute des fonds de commerce et droits au bail correspond à leur coût d'acquisition, comprenant les frais d'acquisitions, c'est-à-dire les droits de mutation, honoraires et frais d'actes liés aux acquisitions. Ces frais sont maintenus en charges dans les comptes sociaux des filiales de distribution pour des raisons fiscales, et sont donc retraités dans les comptes consolidés.

Dépréciation : Les fonds de commerce et droits au bail sont rattachés à la division Boutiques. En disposition de la norme IAS 36 "Dépréciation des actifs" les fonds de commerce et droits au bail doivent faire l'objet de tests de dépréciation annuels. Ces tests consistent à comparer, la valeur nette comptable des actifs avec leur juste valeur nette des coûts de sortie estimés.

La division Boutiques regroupe autant d'UGT qu'il y a de boutiques.

La division Affiliés constitue à elle seule une UGT (SOCAD).

La division Ventes en gros constitue à elle seule une UGT (DEVERNOIS).

Par mesure pratique, le groupe fait établir au deuxième semestre de chaque exercice, par un cabinet d'évaluation nationalement reconnu pour le réseau français et des experts indépendants pour les filiales étrangères, une estimation unique de la valeur de marché de chacun des fonds de commerce et droits au bail. Cette valeur, considérée comme juste valeur nette du coût de sortie, est utilisée pour les tests de dépréciation annuels destinés à la consolidation. Aucun événement intervenu sur la période n'est susceptible de remettre en cause la valeur des fonds de commerce inscrits à l'actif du bilan.

1.5.2 Frais de collection

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Selon les dispositions de la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de création de collections constituent des frais de développement et doivent être activés. Ils sont évalués aux coûts directs de production et constatés en "Production stockée et immobilisée". Ils sont entièrement amortis en fonction du nombre de pièces produites par saison et sortis de l'actif sur l'exercice de production de la collection.

1.5.3 Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises

Les autres immobilisations incorporelles (logiciels essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue

1.6 Immobilisations Corporelles

Valeur brute Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou à une prolongation de la durée d'utilité du bien.

Amortissement L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particulier, notamment celui des véhicules, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Durée d'utilisation en années	
Constructions	20 – 80
Matériels et outillages	10 – 30
Matériels et mobilier de bureau	5 - 20
Matériels de transport	5 - 10
Agencement et installations	10 - 20

1.7 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux fonds et droits au bail.

1.8 Actifs et passifs financiers

- 1 Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à la juste valeur au 30 juin 2020. En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode de "premier entré, premier sorti".
- 2 Au 30 juin 2020, il n'y a aucun écart significatif entre la juste valeur du portefeuille de valeurs mobilières et sa valeur comptable.
- 3 À la date d'établissement des comptes, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure à la valeur boursière du portefeuille.
- 4 Au 30 juin 2020, aucune provision n'a été constituée.

1.9 Actifs et passifs destinés à être cédés :

Les actifs ou groupe d'actifs destinés à être cédés, comme définis par la norme IFRS 5, sont présentés sur une ligne distincte de l'actif. Les dettes liées aux groupes d'actifs destinés à être cédés sont présentées sur une ligne distincte du passif. Dès lors qu'elles remplissent les conditions pour être classées en actifs destinés à être cédés, c'est-à-dire dès lors qu'elles sont disponibles pour une cession immédiate et que leur cession est probable, les immobilisations cessent d'être amorties.

À chaque clôture, la valeur comptable est comparée à la juste valeur, nette des frais de cession, et une dépréciation est comptabilisée s'il y'a lieu.

Lorsqu'un groupe d'actifs cédé, destiné à être cédé ou arrêté est une composante de l'entité, ses charges et ses produits sont présentés sur une ligne séparée sur l'état consolidé du résultat global (résultat net des activités non poursuivies).

1.10 Stocks

Les stocks sont valorisés selon la procédure suivante :

- La valorisation des matières premières, produits intermédiaires et en cours s'opère, en fonction de leur saison, au coût unitaire moyen pondéré.
- Les produits finis sont valorisés selon la méthode suivante :

Produits fabriqués en interne :

Ces produits sont valorisés en fonction des coûts d'approvisionnement et de confection réels pondérés, issus des factures comptabilisées, et appliqués aux coûts d'unité d'œuvre réels annuels. Ces coûts directs sont majorés des charges indirectes de production, incluant la dotation aux amortissements des frais de création des collections produites.

Produits de négoce :

Ces produits sont valorisés aux prix de revient réels pondérés issus des factures comptabilisées et incluant des frais généraux réels tels que les frais de port, l'emballage, les frais d'assurances.

Il n'y a pas de modifications relatives aux méthodes de dépréciation des stocks qui sont toujours établies par rapport à une valeur commerciale prévisible de revente nette des coûts de réalisation.

1.11 Impôts

La charge d'impôt inclut les impôts courants sur les sociétés et les impôts différés.

La charge d'impôt exigible est égale aux impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans chaque pays.

Conformément à la norme IAS 12 « impôt sur le résultat », l'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. En général, des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Les taux d'imposition retenus pour l'exercice sont :

- Pour les sociétés françaises faisant partie du périmètre de l'intégration fiscale de DEVERNOIS SA le taux légal pour 2020 soit 28%
- Pour Devernois Belgique, le taux légal pour 2020, soit 29.58 %.
- Pour Devernois Suisse, le taux légal pour 2020, soit 25 %.
- Pour Devernois Espana, le taux légal pour 2020, soit 25 %
- Pour Devernois Luxembourg, le taux légal pour 2020, soit 24,94 %.
- Pour Devernois Portugal, le taux légal pour 2020, soit 21 %.

1.12 Provisions courantes et non courantes

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque :

- Il existe une obligation, juridique ou implicite, résultant d'évènements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Selon leur échéance, les provisions sont considérées comme « courantes » (échéance inférieure à un an) ou « non courantes » (échéance supérieure à un an). Les actifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque leur réalisation est probable et que leur montant est significatif. Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque leur montant est significatif.

1.13 Provisions pour engagements sociaux

Conformément à la norme IAS 19 "Avantages du personnel", dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués chaque année, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à soixante-cinq ans ;
- un taux d'actualisation ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. À compter du 1er janvier 2013, les écarts actuariels sont comptabilisés en capitaux propres en autres éléments du résultat global.

1.14 Actions propres

Les actions propres détenues par un groupe doivent être enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres et le produit de cession éventuel des actions propres est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-value de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

À l'heure actuelle, le groupe ne détient pas d'actions propres.

Note 2 Périmètre de consolidation

2.1 Noms des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS	Activité	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthode de Consolidation
DEVERNOIS SA Siren 405 880 485 13 boulevard des Etines 42120 LE COTEAU	Commerce de gros d'habillement	100 %	100 %	Intégration globale
SOFRADE SASU Siren 321 736 324 13 boulevard des Etines 42120 LE COTEAU	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
SOCAD SARL Siren 419 018 254 13 boulevard des Etines 42120 LE COTEAU	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
DEVERNOIS PORTUGAL Siren 508 682 258 Avenue Fernando Pessoa Edificio ecran lote LISBOA - Portugal	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
DEVERNOIS ESPANA SL C/Vélasquez 126 7°AB 28006 MADRID - Espagne	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
DEVERNOIS LUXEMBOURG SARL 23 rue Philippe II LUXEMBOURG	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
DEVERNOIS BELGIQUE Siren BE 0453.341.574 25 avenue Louise 1050 BRUXELLES - Belgique	Commerce de détail d'habillement	99,99 %	99,99 %	Intégration Globale
DEVERNOIS SUISSE EURL Siren 350 187 027 13 boulevard des Etines 42120 LE COTEAU	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale

2.2 Évolution significative du périmètre en 2020

Néant

2.3 Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

Néant

Note 3 Information relative aux secteurs opérationnels

En application de l'IFRS 8 "Secteurs opérationnels", le seul niveau d'information sectorielle est le secteur d'activité. Cette information est fondée sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance de chaque secteur opérationnel. Le groupe est géré en trois segments principaux :

- division détaillants
- division boutiques
- division affiliés

chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante.

Compte de résultat 30/06/2019	30/06/2020	Détaillants	Boutiques	Affiliés
Chiffre d'affaires	7 261	1 171	5 809	281
achats		-798	-1 974	-275
charges communes		-579	-5 643	-83
Résultat opérationnel	-2 091	-206	-1 808	-78
Résultat financier	296	1	295	0
Charges d'impôt	0	0	0	0
Résultat des activités non maintenues	-150	0	-150	0
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0			
RÉSULTAT CONSOLIDE NET	-1 945	-205	-1 663	-77

Note 3. Chiffre d'affaires

<i>(en K€)</i>	30/06/2020	30/06/2019
Ventes de biens	7 227	11 369
Prestations de services	34	17
Total	7 261	11 386

Note 4. Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements figurant à l'actif concernent les actifs suivants :

<i>(Immobilisations nettes en K€)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Frais de collection	377	478
Autres immobilisations incorporelles	14 092	14 209
Autres immobilisations corporelles	10 734	12 000
Total	25 203	26 687

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

<i>(en K€)</i>	30/06/2020	30/06/2019
Autres produits de gestion courante	28	10
Autres charges de gestion courante	(46)	(46)
Total	(18)	(36)

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

Ils comprennent principalement les pertes et profits et les variations de provisions couvrant des évènements exceptionnels.

(en K€)	30/06/2020	30/06/2019
Autres produits	4 504	1 404
Autres charges	(4 385)	(1 528)
	119	(124)

Note 7. Charges de financement

Le poste passe d'un gain de 18 K€ en juin 2019 à une perte de 3K€ en juin 2020 et est impacté par les différences de changes du franc suisse.

Note 8. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	IFRS 16	Actifs destinés à être cédés	Autres mouvements	Clôture
Écarts d'acquisition							
Frais de recherche et développement	154					498	652
Concessions, brevets et droits similaires	2 803	4	3				2 804
Fonds commercial	22 122		3 586		2 998	15	21 549
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours	478	20				-498	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles							
Immobilisations Incorporelles brutes	25 557	24	3 589		2 998	15	25 005

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	IFRS 16	Actifs destinés à être cédés	Autres mouvements	Clôture
Écarts d'acquisition							
Frais de recherche et développement	102	272					374
Concessions, brevets et droits similaires	2 622	45	3				2 664
Fonds commercial	8 147		2 689		2 026	15	7 499
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances, acomptes sur immo. incorporelles							
Amortissements et provisions	10 871	317	2 692		2 026	15	10 537

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	IFRS 16	Actifs destinés à être cédés	Autres mouvements	Clôture
Écarts d'acquisition							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et développement	52	-272				498	278
Concessions, brevets et droits similaires	181	-41					140
Fonds commercial	13 975		897				14 050
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours	478	20				-498	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles							
Valeurs nettes	14 686	-293	897		972		14 468

Note 9. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	IFRS 16	Actifs destinés à être cédés	Autres mouvements	Clôture
Terrains	315						315
Constructions	2 585						2 585
Droits d'utilisation sur bâtiment	13 078			34			13 112
Installations techniques, matériel, outillage	4 013		44			1	3 970
Autres immobilisations corporelles	6 958	1	566		790	11	7 194
Immobilisations en cours	73	121					194
Avances et acomptes							
Valeurs brutes	27 022	122	610	34	790	12	27 370

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	IFRS 16	Actifs destinés à être cédés	Autres mouvements	Clôture
Terrains	144						144
Constructions	2 105	17					2 122
Droits d'utilisation sur bâtiment	2 927			1 194			4 121
Installations techniques, matériel, outillage	3 858	22	37			1	3 844
Autres immobilisations corporelles	5 988	143	444		707	10	6 404
Immobilisations en cours							
Avances et acomptes							
Amortissements et provisions	15 022	182	481	1 194	707	11	16 635

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	IFRS 16	Actifs destinés à être cédés	Autres mouvements	Clôture
Terrains	171						171
Constructions	480	-17					463
Droits d'utilisation sur bâtiment	10 151			-1 160			8 991
Installations techniques, matériel, outillage	155	-22	7				126
Autres immobilisations corporelles	970	-142	122		83	1	790
Immobilisations en cours	73	121					194
Avances et acomptes							
Valeurs nettes	12 000	-60	129	-1 160	83	1	10 735

Note 10. Actifs financiers

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	807	4	101		1	711
Créances rattachées à des participations						
Valeurs brutes	807	4	101		1	711

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	807	4	101		1	711
Créances rattachées à des participations						
Valeurs nettes	807	4	101		1	711

Note 11. Impôt différé actif

Ces actifs concernent les créances d'impôts différés pour un montant de 1 053 K€.

Note 12. Créances de financement

Néant.

12.1. Montant des créances douteuses

	30/06/2020	31/12/2019
Clients et comptes rattachés bruts	875	785
Provision pour clients douteux	(235)	(181)
Montant net	640	604

12.2. Évolution des dépréciations pour créances douteuses

(en K€)	30/06/2020	31/12/2019
Dotation créances douteuses	(91)	(117)
Reprise créances douteuses	38	58
Pertes sur créances irrécouvrables		
Rentrées sur créances amorties		
Total	(53)	(59)

Note 13. Stocks

	30/06/2020	31/12/2019
Matières premières	1 186	1 011
Produits en cours	222	94
Produits intermédiaires et finis	572	645
Marchandises	4 439	4354
Avances et acomptes		
Total valeur brute	6 419	6 104
Dépréciation	941	876
Total valeur nette	5 478	5 228

Note 14. Autres débiteurs

(en K€)	30/06/2020	31/12/2019
Autres créances	764	938
Charges constatées d'avance	592	571
Total	1 356	1 509

Note 15. Trésorerie

(en K€)	30/06/2020	31/12/2019
Placements		0
- dont dépréciations		
Comptes courants bancaires et caisses	2 041	1 492
Total	2 041	1 492

Note 16. **Capitaux propres**

16.1. Composition du capital

Décomposition du capital social	Nombre	Montant
Actions composant le capital social en début d'exercice	299 058	2 300
Actions composant le capital social en fin d'exercice	299 058	2 300

Note 17. Provisions

17.1. Détail des provisions

Rubrique	Revenus	Comptes à recevoir	Dividendes	Royalties	Receivables	Virement	Elles des liés à eux collés (IFRS 5)	Variation de prime/accr	Variation de taux de change	Autres ajustement	Cifera
Provisions capital appelé non versé											
AUTRES PROVISIONS REGULAMENTALES											
Provisions pour acquisition de titres	970		20	100							990
Provisions pour risques	779		229	4							960
Provisions pour charges	1749		249	142							1856
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES											
Provisions sur frais d'établissement											
Prov. sur frais de recherche et développement											
Prov. sur copies, brevets et droits similaires											
Provisions dépréciation droit au bail	8147			263			206				7899
Provisions dépréciation fond commercial											
Provisions sur autres immo. Incorporables											
Provisions sur acquisitions exciponnelles en cours											
PROV. SUR DROIT INCORPORABLES											
Provisions sur terrains	8147			263			206				7899
Provisions sur terrains en crédit bail	144										144
Provisions sur constructos											
Provisions sur constructos en crédit bail											
Provisions sur acquisitions corporelles en cours											
PROV. SUR DROIT CORPORALES											
Provisions sur titres de participation											
Prov. pour casuaticis nets en cours											
Provisions sur titres si en equivalence											
Provisions sur créances rattachées											
Provisions sur autres titres immobilisés											
Provisions sur prêts											
Provisions sur autres immobilis. financières											
PROV. SUR DROIT FINANCIERES											
Provisions sur actifs en affaires premières	453										
Provisions sur en cours de biens											
Provisions sur en cours de services											
Provisions sur actifs produits frais	551		65								941
Provisions sur actifs en arthésées	70		65								941
PROV. SUR STOCKS ET EN COURS											
Prov. sur avances et après versés sur crédits			91	8							238
Provisions sur comptes clients	181										
Provision dépréciation clients douteux											
Provisions sur autres créances											
Provisions charges consenties avec											
Prov. sur valeurs en oblières de place en											
Provisions sur actifs propres											
PROVISIONS FOUR. DEPRECIATION											
	184		91	39							237
TOTAL GENERAL											
	11109		495	235			206				10677

Provisions pour risques et litiges :

Ces provisions concernent des risques et litiges à caractère commercial et social pour des assignations engagées avant la date d'établissement des comptes. Elles ont été évaluées sur la base du risque estimé par la société après consultation de ses conseils.

Note 18. Engagements de retraites et assimilés

18.1. Engagements de retraites

18.1.1. Hypothèses retenues pour les comptes annuels

- Taux d'actualisation : 0.78 %.
- Taux de rotation : faible pour la société mère et ses filiales
- Âge conventionnel de départ : 62 ans.
- Condition de départ : départ volontaire.
- Droits acquis : convention collective de l'entreprise qui s'applique.

18.1.2. Éléments chiffrés

(en K€)	30/06/2020	31/12/2019
IFC	564	617
Total	564	617

18.2. Médailles du travail

Non significatif.

Note 19. Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

19.1. Détail des emprunts

(en K€)	Valeur bilan au 30.06.2020	Nominal	Échéances du	
			< 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts obligataires				
Fonds de participation des salariés à long terme				
Emprunts sur locations financement long terme				
Autres emprunts à long terme	4 732			4 732
À la clôture de l'exercice	4 732			4 732

19.2. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en K€)	Solde au bilan au 30.06.2020	Monnaie d'émission
Concours bancaires courants		
Banques créditrices	432	Euro
Total	432	

19.3. Dettes financières diverses

(en K€)	Valeur bilan au 30.06.2020 Coût amorti ou juste valeur	Échéances	
		< 1 an	De 1 à 5 ans
Comptes courants d'associés	665		665
À la clôture de l'exercice	665		665

Note 20. Autres passifs non courants

(en K€)	30/06/2020	31/12/2019
Provisions pour risques et charges non courantes		
Impôts différés passifs	523	1 234
Participation des salariés		
Total	523	1 234

Note 21. Autres passifs courants

(en K€)	30/06/2020	31/12/2019
Dettes fiscales et sociales	2 260	1 828
Fournisseurs	2 163	2 267
Avances et acomptes reçus	164	109
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	2
Créditeurs divers	319	472
Total	4 906	4 680

Note 22. Engagements donnés

Les engagements donnés représentent des cautionnements accordés par DEVERNOIS à :

- Devernois Suisse pour 93 K€
- Belgique pour 23 K€
- Portugal pour 36 K€
- Sofrade pour 1 024 K€

Soit un total de 1 176 K€

Les engagements reçus représentent 114 K€ (créances assorties de garanties).

Note 23. **Rémunération des dirigeants**

Monsieur Thierry BRUN, président du directoire de la société,

Madame Séverine BRUN, directrice générale de la société,

Madame Zélia BOËL, présidente du conseil de surveillance de la société,

Monsieur Cyril Balas, membre du conseil de surveillance de la société

ont perçu, ensemble, au titre des avantages à court terme, la somme de 87 K€ sur le 1er semestre 2020

La Société HSTB, holding de contrôle majoritaire de la société DEVERNOIS SA n'a perçue aucun montant au titre des conventions réglementées pour les sociétés DEVERNOIS et SOFRADE au titre de du premier semestre 2020.

Note 24. **Passifs éventuels**

Néant

Note 25. **Événements postérieurs à la clôture**

Néant

Note 26. **Transaction avec les parties liées**

Les parties liées sont HSTB, SCI DAX IMMO, SCI FOX IMMO, SCI MUL IMMO SCI DISPRO, SPRL OST Immo. et les dirigeants de la société DEVERNOIS. En dehors des rémunérations des dirigeants mentionnés en note 24 il n'y a pas d'autres relations entre les parties liées.

Note 27 Éléments significatifs de l'exercice

Le groupe Devernois a été fortement impacté par la crise sanitaire liée au Virus COVID19. L'ensemble de ses filiales de distributions ont dû cesser, pour la plupart, l'exploitation des points de vente de mi-mars 2020 à mi-mai 2020 du fait de la fermeture administrative de l'ensemble des points de vente dans les pays d'Europe dans lesquels elles sont implantées.

Au niveau du réseau de magasins multimarques nous nous attendons à une augmentation du volume de retour de la collection été 2020 au-delà des accords de retour existants.

Nous ne pouvons chiffrer avec précision les impacts de cette crise, car elle est toujours en cours

Nous avons, cependant, mis en place un certain nombre d'actions défensives afin de limiter les impacts de cette crise sur la société.

- Mise en chômage partiel de 60 % des effectifs, notamment, toutes les fonctions administratives n'étant pas en lien avec la production et à la gestion de l'activité Web au niveau de Devernois SA et de près de 100% des effectifs sur les filiales de distributions.
- Demande de report des échéances du plan CCSF.
- Demande d'annulation des loyers boutiques pendant la période de fermeture administrative.
- Décalage du paiement des charges sociales de mars et avril
- Révision des plans d'achats de la collection hiver 2020 pour intégrer les modèles basiques de la collection été 2020.
- Demande de remboursement auprès de l'état des crédits impôts collections 2016 et 2019.
- Renforcement de la communication sur notre site Web.
- Négociation avec nos partenaires bancaires pour maintenir nos en-cours bancaires et obtenir un prêt complémentaire permettant de financer les pertes liées à cette crise sanitaire.

Les effets sur les comptes du groupe Devernois peuvent être estimés à date de la manière suivante.

- Dépréciation des comptes clients. Ce poste ne sera concerné que par les magasins multimarques qui ne survivront pas à la crise sanitaire. Nous escomptons un triplement de ce poste versus 2019 avec une dotation aux provisions de l'ordre de 150K€ pour 59k€ en 2019
- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles. Il n'y aura pas d'impact significatif de la crise sanitaire sur ces postes.
- Dépréciation des participations. Les participations de l'entreprise sont déjà dépréciées en quasi-totalité à fin 2019. Il n'y aura pas d'impact significatif sur 2020.
- Dépréciation des stocks. Au regard des règles de dépréciations applicables à l'entreprise, la dépréciation des stocks de la collection été 2020 n'aura lieu qu'en août 2021. Il n'y aura pas d'impact de dépréciation sur 2020. Par contre, nous anticipons un stock en augmentation de 50 000 pièces soit 1,3M€
- Chiffres d'affaires, la perte sur le réseau de magasins ainsi que sur le réseau multimarque peut être estimée à 4,8M€.

- Une négociation bancaire incluant nos partenaires historiques et BPI a été concrétisée par l'homologation d'un protocole d'accord le 17 juin 2020 et permet au groupe de bénéficier d'un PGE de 2,8M€, d'un apport de 0,6M€ de l'actionnaire, du maintien des crédits courts termes de 2,6M€, du maintien des crédits documentaires à hauteur de 1,5M€, du décalage d'un an du remboursement des crédits moyens termes à hauteur de 1,0M€.

Note 28 Couvertures de change

Concernant les risques de change, la société est exposée pour ses transactions en dollars relatives à ses achats de marchandises, et en livre sterling et franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. Une politique de couverture de la devise dollar a été mise en place et les besoins annuels en dollars sont couverts par des contrats de change à terme.

Au 30/06/2020, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 144 K\$. Ces couvertures nous permettent de faire face aux achats du Groupe pour le début de la collection hiver 2020.

Concernant les autres devises, les flux restant à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couverture de change

Devise	Échéance	Montant minimal en k\$	Solde au 30/06/2020 K\$	Cours de Couverture à terme € / \$	Solde converti en EURO	Solde converti au taux de clôture	ÉCART
USD	30/09/2020	200	161	1,117	144	144	0
						0	0
						0	0
						0	0
TOTAL		200	161		144	144	0

L'impact de cette couverture au 30 juin 2020 est nul.

Il a fait l'objet d'un retraitement en charges dans les comptes consolidés.